Les documents d'architectes : des archives essentielles pour l'étude des lycées

Architectural documents: essential archives for the study of lycées

Franck Delorme

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/insitu/31734>

DOI : [10.4000/insitu.31734](https://doi.org/10.4000/insitu.31734)

ISSN : 1630-7305

Éditeur

Ministère de la Culture

Référence électronique

Franck Delorme, « Les documents d'architectes : des archives essentielles pour l'étude des lycées », *In Situ* [En ligne], 44 | 2021, mis en ligne le 30 avril 2021, consulté le 15 décembre 2022. URL : <http://journals.openedition.org/insitu/31734> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/insitu.31734>

Ce document a été généré automatiquement le 15 décembre 2022.

Creative Commons - Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International
- CC BY-NC-ND 4.0

<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/>

Les documents d'architectes : des archives essentielles pour l'étude des lycées

Architectural documents: essential archives for the study of lycées

Franck Delorme

- 1 Outre leur notoriété respective, Anatole de Baudot, Émile Vaudremer, Charles et François Le Cœur, Paul Guadet, Louis Arretche, Jean-Claude Dondel... apparaissent comme des architectes particulièrement investis dans la conception des lycées, comme des spécialistes de ce type de programme, voire pour certains comme des théoriciens de l'architecture scolaire ; une hégémonie d'un petit nombre de maîtres d'œuvre que l'avènement de la procédure des concours à partir des années 1980 va mettre à bas. La décentralisation achèvera la destruction de ce qui apparaît jusque-là comme un pré carré, et ouvre la porte de la commande publique à un plus grand nombre de professionnels.
- 2 On croit à tort que reconstituer la conception de l'architecture publique est tâche aisée grâce à l'abondance des archives administratives. Or celles-ci sont, en matière de conception architecturale, souvent décevantes, n'apportant que des éléments très factuels, permettant certes de retracer l'histoire institutionnelle des bâtiments mais pas celle de leur genèse en tant qu'œuvres d'architecture.
- 3 Depuis le Second Empire et jusqu'aux années 1970, l'architecture des lycées est aux mains d'architectes d'État, formés en corps, auxquels sont confiées les grandes commandes publiques. Mais ces maîtres d'œuvre exercent leur activité publique en libéral. Les documents originaux produits par ces architectes concernant les constructions scolaires n'ont donc pas vocation à rejoindre les collections publiques, aucune loi ne venant réglementer la conservation d'archives des producteurs privés.
- 4 Quelle que soit la période concernée, si l'on veut entrer dans les coulisses de l'élaboration des lycées comme objets architecturaux, il est important de se tourner vers les archives privées des architectes. On peut alors apprécier le corpus dans lequel

s'inscrit l'édifice étudié. Cette quête peut aussi faire resurgir des projets restés dans les cartons à cause d'un échec à un concours.

- 5 Les archives d'architectes renseignent alors sur l'amont, sur l'attitude de tel architecte face à un programme familial ou nouveau, sur le cheminement suivi pour aboutir au projet final. Ces archives contiennent *a priori* tout ce qui n'est jamais sorti de l'agence, ce qui n'a jamais été soumis au maître d'ouvrage, ce qui ne fait pas partie des documents contractuels liés aux étapes de la mise au point puis de l'exécution d'un projet. En somme, tout ce qui en principe ne se trouvera pas dans les fonds d'archives administratives conservées aux différents échelons institutionnels. D'où l'importance de continuer à collecter les fonds d'archives privés d'architectes en vue de leur consultation par les historiens de l'architecture et du patrimoine.
- 6 La plupart des exemples figurant dans le propos qui va suivre sont tirés des fonds d'archives d'architectes conservés à la Cité de l'architecture et du patrimoine. Ils mettent en avant le fait que les archives dont ils sont issus permettent de retracer l'histoire de la conception architecturale des lycées depuis les premières réalisations, dans les vingt dernières années du XIX^e siècle, jusque dans les deux premières décennies du XXI^e siècle.

Les lycées de la République (1880-1940)

- 7 Programme nouveau, les lycées le furent incontestablement dès leur fondation par la loi du 11 floréal de l'an X (1^{er} mai 1802). Depuis les années 1880 jusque dans la seconde moitié du XX^e siècle, ils furent souvent l'affaire d'architectes pionniers, hommes de l'art capables de réfléchir à leur élaboration et de tenter de les incarner par de nouveaux types architecturaux dans un siècle au cours duquel ont déjà été menées des expériences semblables en matière de typologies d'édifices publics : mairies, palais de justice ou écoles primaires, piliers de l'éducation (dès le Second Empire). La première période, de 1880 à 1940, a été caractérisée par deux moments. De 1880 à la Première Guerre mondiale, apparurent les lycées « modèles » qui servirent d'exemples en instaurant des « types » afin d'inspirer une politique générale d'équipements scolaires du second degré dans toutes les chefs-lieux de département et d'arrondissement.
- 8 Le lycée de Marracq à Bayonne (Pyrénées-Atlantiques), œuvre de Charles Le Cœur¹ (1830-1906), un des pionniers de la conception des lycées, constitue un prototype en raison de son échelle, de sa configuration, de ses dispositions, ce dont témoignent de superbes dessins heureusement préservés² [fig. 1].

Figure 1

Lycée de Marracq, Bayonne (Pyrénées-Atlantiques), 1874-1879, architecte Charles Le Cœur, perspective vue à vol d'oiseau et plan du rez-de-chaussée, non datée, conservée au Centre d'archives d'architecture, fonds Ch. Le Cœur (148 IFA 3).

Reproduction Siaf / Capa.

- 9 Au moment de la conception de l'établissement bayonnais, un seul lycée avait été entrepris, le lycée Chaptal à Paris, commencé en 1866 et achevé seulement en 1876 par l'architecte Eugène Train³ (1832-1903). La construction du lycée de Bayonne, aujourd'hui collège, fut décidée en 1869 et confiée à Le Cœur par Victor Duruy, alors ministre de l'Instruction publique de Napoléon III. Le Cœur y fixe le principe architectural qui sera celui de tous les lycées de la période pionnière de la Troisième République jusque dans les années 1920, en donnant à son bâtiment la forme d'un cloître entouré de quatre ailes, disposition générale qu'il a empruntée au grand séminaire de Rennes construit à partir de 1854 par son maître Henri Labrousse (1801-1875). La figure du cloître n'est en effet pas anodine puisque jusque-là nombre de lycées ont été installés dans d'anciens bâtiments conventuels et les fonctions rassemblées sont à chaque fois très proches puisqu'il s'agit d'agencer des dortoirs, des réfectoires, des salles d'études, des parloirs, et même une chapelle car la séparation des Églises et de l'État n'est pas encore d'actualité⁴. Mais à Bayonne, Le Cœur a adouci l'image du cloître en l'ouvrant en partie sur un de ses côtés, répondant ainsi à Victor Duruy qui voulait « des bâtiments peu élevés, des cours spacieuses et ouvertes du côté du soleil, abritées d'arbres, entourées de jardins, avec beaucoup de fleurs...⁵ »
- 10 Le Cœur est incontestablement un architecte de lycées puisqu'il est également l'auteur de plusieurs établissements parisiens (Louis-le-Grand, petit lycée Condorcet, Fénelon, Montaigne) et provinciaux (Aix-en-Provence, Montluçon) [fig. 2] et aussi d'une école professionnelle à Vierzon.

Figure 2

Lycée de garçons, rue des Bernardines, Montluçon (Allier), 1880-1883, architecte Charles Le Cœur, plan du deuxième étage et perspective sur la cour d'honneur (éch. 1:50), non daté, conservé au Centre d'archives d'architecture, fonds Ch. Le Cœur (148 IFA 6).

Reproduction Siaf / Capa.

- 11 Sa production en la matière est véritablement pionnière, précédant de peu la création de la commission des Bâtiments des lycées et collèges en 1880. Jusqu'ici, l'administration avait surtout concentré son activité sur les écoles primaires qui avaient fait l'objet, depuis la monarchie de Juillet, d'essais de normalisation et de tentatives d'élaborations de modèles poursuivies sous le Second Empire. Ce fut donc seulement dix ans après sa fondation que la Troisième République mit en place une commission chargée spécialement de l'enseignement secondaire à travers les collèges et les lycées.
- 12 Présidée par le directeur de l'Enseignement secondaire, la commission est « composée d'architectes imminents », elle est « chargée de donner son avis sur les plans et devis des travaux de construction, d'agrandissement et d'appropriation à exécuter dans les lycées nationaux et les collèges communaux⁶ ». Les architectes choisis sont alors Anatole de Baudot (1834-1915), Émile Boeswillwald (1815-1896), Émile Trélat (1821-1907) et Émile Vaudremer⁷ (1829-1914). La commission dépouille le conseil général des Bâtiments civils d'une partie de ses prérogatives en lui ôtant le contrôle et l'examen des projets de lycées et de collèges. Le ministère chargé de l'Instruction publique est donc maître d'édicter ses propres normes et préconisations et de choisir les professionnels nécessaires pour les mettre en forme architecturale. Deux des architectes membres de cette commission furent eux-mêmes des constructeurs de lycées. Anatole de Baudot est l'auteur des lycées Victor-Hugo à Paris (1894) et Edmond-Perrier à Tulle⁸ (Corrèze, 1881-1887), et surtout de l'immense lycée Lakanal à Sceaux (1882-1885) qui, par ses innombrables bâtiments et son parc de plusieurs hectares, est

une des réalisations les plus prestigieuses de l'époque. Émile Vaudremer, quant à lui, a édifié les lycées de Grenoble (Isère) et de Montauban (Tarn-et-Garonne) ainsi que les lycées Molière (pour les jeunes filles, 1886-1888) et Buffon à Paris. Si les réalisations des deux architectes incarnent une même conception rationaliste, l'écriture de Vaudremer est plus sèche que celle de Baudot qui, à l'exemple de son maître Viollet-le-Duc, a su apporter plus de variété et de souplesse.

- 13 À partir de 1925, l'architecture des lycées français commence à évoluer progressivement sous l'influence de plusieurs facteurs techniques. La généralisation de la construction en béton armé et l'application de préceptes hygiénistes, en corrélation avec les concepts du mouvement moderne, engendrent des bâtiments à l'esthétique à la fois classique et internationale.
- 14 Une autre caractéristique des établissements des années 1930 est la construction de lycées de jeunes filles qui jusque-là avaient peu fait l'objet de projets. Les lycées Camille-Sée dans le 15^e arrondissement (François Le Cœur [1872-1934] architecte, 1935-1937) [Fig. 3] et Hélène-Boucher dans le 20^e (Lucien Sallez [1868-1963] architecte, 1935-1938) sont encore tributaires du modèle de la période précédente, notamment par leurs ailes entourant une cour centrale, mais comportent également quelques innovations.

Figure 3

Lycée Camille-Sée, Paris 15^e, 1932-1938, architecte François Le Cœur, élévation de la façade principale, 18 nov. 1931, conservée au Centre d'archives d'architecture, fonds F. Le Cœur (85 IFA 57/2). Reproduction Siaf / Capa.

- 15 En raison de la forte pression urbaine, même s'ils sont élevés sur de vastes parcelles (terrains d'anciennes usines à gaz), ces deux établissements ont un plan compact et n'offrent pas d'autre dégagement que leur unique cour dont trois côtés sont bordés par des bâtiments de plusieurs étages et le quatrième par un bâtiment d'entrée moins élevé, permettant ainsi à l'air et à la lumière de pénétrer au cœur de l'ensemble ; les ouvertures sont horizontales, larges et généreuses [fig. 4].

Figure 4

Lycée pour jeunes filles, cours de Vincennes, Paris 20^e, 1936-1938, architecte Lucien Sallez, vue extérieure extraite de *L'Architecture d'aujourd'hui*, n° 8, 1938.

Reproduction Siaf / Capa.

- 16 Si la construction est en béton armé, une attention particulière est donnée à l'aspect extérieur, par l'ajout d'agréats de couleur rose dans les deux cas. Au lycée Camille-Sée, achevé par son fils Claude (1906-1999), François Le Cœur est fidèle à la ligne rationaliste de son père Charles dans le dessin de certains éléments comme les escaliers hélicoïdaux et leurs coupoles en béton et pavés de verre translucides
- 17 On constate par ailleurs que la conception des lycées n'est plus vraiment l'affaire d'architectes de renom mais davantage celle d'architectes locaux ou proches des administrations. Membre de la commission des Bâtiments des lycées et collèges, Maurice Louis Lotte⁹ (1879-1946) édifie le lycée Marcelin-Berthelot à Saint-Maur-des-Fossés de 1936 à 1938, représentatif de la politique du Front populaire en matière d'éducation – il aurait été le premier établissement conçu pour être mixte. La construction fut menée rapidement grâce à l'utilisation d'une structure de poteaux et de planchers en béton armé de type Hennebique¹⁰ [fig. 5], revêtue à l'extérieur de panneaux de pierre calcaire.

Figure 5

Lycée Marcelin-Berthelot, Saint-Maur-des-Fossés (Val-de-Marne), 1936, architecte Maurice Louis Lotte, vue de la façade principale pendant le chantier, non datée, conservée au Centre d'archives d'architecture, fonds Bétons armés Hennebique (76 IFA 106/4).

© Studio Chevoion / reproduction Siaf / Capa.

- 18 Les menuiseries métalliques ont des profils très fins, ce qui permet un ensoleillement maximal des salles de classes. Par ses élévations scandées par des avant-corps, ses lignes géométriques et ses toitures en terrasses, le bâtiment est la concrétisation des théories fonctionnalistes et hygiénistes communes aux établissements hospitaliers édifiés à la même période, que ce soient des cliniques comme celle de Saint-Charles à Montpellier ou des sanatoriums – préoccupations que l'on retrouvera dans certains des établissements construits après 1945. Pour autant, l'aspect décoratif ne fut pas oublié ; le ferronnier Raymond Subes (1891-1970) fut chargé de la création des portes d'entrée du lycée¹¹.
- 19 Dans l'entre-deux-guerres, l'accent fut également mis sur l'enseignement technique à travers un ambitieux programme de création de nouvelles écoles nationales professionnelles. La direction de l'Enseignement technique s'attache les services d'architectes conseils. Paul Guadet (1873-1931) est l'un des acteurs les plus importants de cette politique de construction¹², étant chargé de l'examen des projets de ses confrères mais se voyant aussi confier la conception de plusieurs établissements. Associé à son confrère bisontin André Boucton (1891-1977), il parvint, à la toute fin de sa vie, à édifier l'École nationale d'horlogerie de Besançon¹³ (Doubs) [fig. 6] et l'École nationale de lunetterie à Morez¹⁴ (Jura), dans lesquelles il mit en œuvre toute la rationalité technique utile à des bâtiments à la fois scolaires et industriels, tout en garantissant la qualité de la mise en œuvre du béton armé, et sans négliger d'apporter une ornementation chargée d'identité professionnelle propre à chaque métier¹⁵.

Figure 6

École nationale professionnelle d'horlogerie, dite « l'Horlo », Besançon (Doubs), 1925-1931, architectes André Boucton et Paul Guadet, perspective aérienne d'ensemble, non datée, conservée au Centre d'archives d'architecture, fonds P. Guadet (79 IFA 73).

Reproduction Siaf / Capa.

La Reconstruction

- 20 Bien que les lycées fussent du ressort de l'État, les volontés municipales pesèrent parfois un grand poids dans les projets de reconstruction car les nouveaux bâtiments devaient être les dignes héritiers des édifices prestigieux existant avant-guerre comme à Coutances (Manche) où, en 1947, Louis Arretche (1905-1991) fut chargé de restaurer le lycée de garçons installé depuis 1846 dans l'ancien couvent des Eudistes¹⁶ [fig. 7].

Figure 7

Reconstruction du lycée de garçons de Coutances (Manche), 1945-1951, architecte Louis Arretche, vue d'un plan d'aménagement du rez-de-chaussée, 1947, conservée au Centre d'archives d'architecture, fonds Louis Arretche (258 AA 203/2).

Reproduction AA / Capa.

- 21 L'action des architectes reconSTRUCTEURS est importante en la matière car les lycées figuraient parmi les édifices publics à remettre en état en priorité. C'était également l'occasion de doter certaines villes d'établissements neufs afin de combler un manque ou bien d'améliorer l'accueil d'élèves supplémentaires et notamment les filles.
- 22 La reconstruction fut parfois prétexte à des projets ambitieux de cités scolaires regroupant collèges et lycées, enseignements général et technique, établissements pour garçons et pour filles et autres services. Celle imaginée en 1949 à Amiens (Somme) par Pierre Dufau (1908-1985), architecte en chef de la reconstruction de la ville, prend des allures de véritable campus, comprenant lycées pour filles et pour garçons, collèges techniques pour filles et garçons, centre d'apprentissage, internats, réfectoires, etc. Le plan de masse est empreint d'une certaine tradition académique. Les bâtiments auraient ainsi été répartis de part et d'autre d'un axe partageant le terrain en deux et sur lequel devaient être implantés la salle des fêtes, le club des professeurs, l'école mixte, les réfectoires, l'infirmerie ... ; les terrains de sports auraient occupé le centre de la composition [fig. 8].

Figure 8

Cité scolaire, Amiens (Somme), 1947-1961, architectes Pierre Dufau, André Dufau, Marcel Gogois et Herdhebaut, plan d'ensemble (éch. : 1:2 000), 1949, conservé au Centre d'archives d'architecture, fonds P. Dufau (66 IFA 1027/3).

Reproduction Siaf / Capa.

- 23 Le concept de cité scolaire ne fut pas le seul à apparaître après-guerre. Certains établissements furent qualifiés de « climatiques », « d'altitude » ou encore « de grand air », même si à ces appellations ne correspondent pas de véritables innovations programmatiques. Il s'agit en réalité d'établissements en tous points conformes aux principes généraux, dont ils ne se distinguent que par leur situation en bord de mer ou à la montagne. Tout au plus, la composition et l'orientation des bâtiments de ces lycées sont-elles déterminées en fonction de la topographie locale afin que l'ensoleillement et l'aération en soient les plus performants possible. On y retrouve les préoccupations en matière d'hygiène et d'héliotropisme ayant déjà cours avant-guerre, la période qui s'achevait alors ayant mis à rude épreuve les jeunes organismes qu'il convenait de fortifier.
- 24 Certains architectes étaient particulièrement compétents pour remplir au mieux la tâche d'adapter l'architecture à cette mission, comme Henry-Jacques Le Même (1897-1997), architecte de sanatoriums dans les années 1930 avec son confrère Pol Abraham. Le Même est l'auteur des lycées climatiques d'Embrun (1946-1972) et de Gap (1950-1974) avec Georges Languin¹⁷ [fig. 9], de Briançon¹⁸ (1950-1973) avec Pierre et Hélène Navarre et d'Évian-les-Bains¹⁹ (1963-1966). Dénommé « lycée de grand air », l'établissement d'Arcachon (Gironde) est construit de 1946 à 1952 par Paul Domenc (1906-1979) avec Henri Lourtic (1914-1971) et André Larcher (1911-2000), sur la dune de Peymaou²⁰.

Figure 9

Lycée climatique de jeunes filles, Gap (Hautes-Alpes), 1950-1974, architectes Henry-Jacques Le Mème et Georges Languin, perspective d'avant-projet, 1950, conservée aux archives départementales de la Haute-Savoie, fonds Le Mème.

Reproduction archives départementales de la Haute-Savoie.

- 25 Orientés au midi et largement ouverts, les bâtiments sont pénétrés par le soleil et les effluves balsamiques de la forêt de pins.
- 26 Le lycée René-Billères à Argelès-Gazost (Hautes-Pyrénées, 1954-1955), de l'architecte André Remondet (1908-1998), ne se différencie guère par son architecture de ses homologues des plaines et des grandes villes.

Les Trente Glorieuses

- 27 Les lycées étaient en priorité confiés aux architectes « officiels », architectes des Bâtiments civils et Palais nationaux, comme Louis Arretche dont il a déjà été question ou Jean-Claude Dondel (1904-1989). Ceux-ci étaient parfois titulaires du Prix de Rome, précieux titre qui ouvrait automatiquement la voie de l'architecture publique. Le conseil général des Bâtiments de France, créé en 1945 en substitution du conseil général des Bâtiments civils, prit aussi l'avantage sur les services du ministère de l'Éducation nationale en matière de prescriptions architecturales ; ceci fut d'autant plus vrai lorsque la direction de l'Architecture passa de l'Éducation nationale aux Affaires culturelles à la création du nouveau ministère en 1959. Les projets furent systématiquement soumis à l'examen du conseil pour approbation, tant pour des critères architecturaux que techniques.
- 28 À l'instar de toute administration centrale, le ministère de l'Éducation nationale s'adjoignit aussi, pour toutes les questions liées aux problèmes immobiliers, les compétences de deux catégories de professionnels. D'une part, en 1943, fut créée la fonction de conseiller technique de l'Équipement scolaire et sportif chargé d'examiner

tous les avant-projets de bâtiments. La compétence de ces professionnels intégrés aux services ministériels s'étendait des établissements du premier degré jusqu'aux bâtiments universitaires. Leur rôle était aussi d'ordre programmatique avec la définition de normes et de règlements encadrant les constructions publiques, et à partir desquels d'autres architectes étaient appelés à concevoir des projets d'établissements.

- 29 La seconde catégorie était celle des architectes conseils qui conservaient une activité libérale, ce qui leur permettait à la fois de mener des expertises, de définir des programmes d'entretien ou de construction, d'examiner des projets, voire, pour la plupart, d'être également chargés de la conception d'établissements : écoles, collèges, lycées, facultés, etc. Chaque grand ministère régaliens possédait un nombre, parfois très réduit, d'architectes conseils, qui prirent une grande part à la réalisation du programme de construction à l'échelle nationale. Ce fut le cas par exemple pour le ministère de la Justice avec le programme d'architecture pénitentiaire lancé à partir de 1958 et confié à Guillaume Gillet (1912-1988) qui construisit la majeure partie du nouveau parc immobilier carcéral²¹.
- 30 L'activité bâtitrice de ces architectes conseils a pu être dans certains cas importante. Nommé en 1948, Pol Abraham (1891-1966) a construit une demi-douzaine d'établissements : lycée mixte de Saint-Dié-des-Vosges (Vosges, 1951), collège classique et technique de Marmande (Lot-et-Garonne, 1956), centre d'apprentissage de Mende (Lozère, 1956), collège technique et centre d'apprentissage d'Alès (Gard, 1955-1960), école professionnelle de Corbeil (Essonne, 1958-1963), école nationale d'enseignement technique de Montluçon²² (Allier, 1951, aujourd'hui lycée Paul-Constans).
- 31 À partir des années 1950, l'élaboration des programmes et donc la conception des projets d'établissements d'enseignement secondaire sont inscrites dans une politique de normalisation de l'architecture scolaire, du primaire au supérieur, portée nationalement par le ministère. C'est donc logiquement que l'on observe une grande proximité formelle et constructive entre par exemple les lycées et les facultés. La plupart des architectes interviennent dans les différents niveaux : primaire, secondaire, supérieur, en concevant aussi bien des écoles, collèges, lycées, universités, parfois des écoles professionnelles.
- 32 Le recours à des architectes à la stature officielle, Grand Prix de Rome ou architectes en chef des Bâtiments civils et Palais nationaux, fut le garant d'une certaine qualité des constructions publiques. Les maîtres d'œuvre étaient pour la plupart capables d'allier la qualité architecturale avec les contingences matérielles, que ce soit le coût, la rapidité de mise en œuvre, la rationalité constructive, l'adéquation aux normes d'enseignement. L'internat du lycée de La Triloterie²³ (1956-1960) à Royan (Charente-Maritime), de Guillaume Gillet, illustre parfaitement cette recherche qui combine gros œuvre en béton armé et panneaux de façade préfabriqués. Une attention toute particulière est donnée à l'aménagement des espaces collectifs, notamment les réfectoires avec leurs lanterneaux en voiles plissés de béton armé, écho à ceux de l'église de Royan que l'architecte édifie dans les mêmes années [fig. 10].

Figure 10

Internat mixte du lycée, Royan (Charente-Maritime), 1956-1968, architecte Guillaume Gillet, vue intérieure d'un réfectoire, 1960, conservée au Centre d'archives d'architecture, fonds G. Gillet (152 IFA 1036/2).

© J.-P. Dumont / reproduction Siaf / Capa.

- 33 À partir des années 1960, la normalisation et l'industrialisation conduisirent à des changements radicaux et spectaculaires dans l'aspect des bâtiments scolaires. À Amiens, la cité scolaire imaginée en 1949 [fig. 14] par Pierre Dufau n'a été achevée que plus d'une dizaine d'années plus tard, ce qui aura permis de faire évoluer le parti architectural, laissant de côté le caractère classique des premières esquisses – colonnades, façades à travées ordonnancées, encadrements de baies et corniches – pour des élévations d'une plus franche modernité, prenant en compte les volontés de normalisation [fig. 11].

Figure 11

Cité scolaire, Amiens (Somme), 1947-1961, architectes Pierre Dufau et Marcel Gogois, coupe, élévations des façades sud et vue perspective (éch. 1:20), 1953, conservé au Centre d'archives d'architecture, fonds P. Dufau (66 IFA 1031/3).

Reproduction Siaf / Capa.

- 34 Les besoins en établissements nouveaux étaient importants, ce qui conduisit l'Administration, au début des années 1960, à l'adoption d'un programme de constructions d'envergure qui devait être favorisé non seulement par la rationalisation et la normalisation des bâtiments (nomenclature des espaces, surfaces et dimensions, adoption de systèmes de trames, etc.) – soit l'élaboration de schémas types –, mais aussi, pour accélérer l'édification des bâtiments, par l'application de systèmes constructifs progressivement industrialisés.
- 35 En 1962, le ministère de l'Éducation nationale organisa un concours dit de « conception-construction » afin d'aboutir à l'élaboration d'un certain nombre de types architecturaux devant permettre la réalisation industrialisée d'un grand nombre de lycées et de collèges. Les concours de ce genre se multiplièrent pour la plupart des constructions publiques dans différents domaines (administratifs, scolaires, sportifs, etc.). Le principe est l'association d'architectes, d'ingénieurs et d'entreprises pour former des équipes capables, une fois sélectionnées, de répondre à des commandes multiples et de parvenir à une réalisation dans un temps très court.
- 36 Joseph Belmont²⁴ (1928-2008) et l'ingénieur Jean Prouvé (1901-1984) firent partie des équipes lauréates de ce concours et construisirent par la suite les lycées de Bressuire (Deux-Sèvres), de Grenoble (1962) et de Sarcelles (Val-d'Oise, 1964-1966) [fig. 12].

Figure 12

Lycée de Sarcelles (Val-d'Oise), 1962-1966, architecte Joseph Belmont, constructeur Jean Prouvé, vue extérieure extraite de *Études et réalisations de J. Belmont* (D. Vincent et Cie, Paris, 1977), ouvrage conservé au Centre d'archives d'architecture, fonds DAU (133 IFA 29/8).

Reproduction Siaf / Capa.

- 37 Belmont était familier des aspects techniques et constructifs. Il avait conçu un peu plus tôt, en 1958, avec l'Aluminium français et la compagnie Saint-Gobain, un modèle d'école-type industrialisé à étages²⁵ mis en œuvre à Chaville (1959), Clamart (Hauts-de-Seine) et Le Chesnay (Yvelines, 1960).
- 38 À partir de 1964, le domaine des constructions publiques devint lui aussi un terrain pour le développement de la filière métallique. Toujours par le biais de concours ou de consultations, l'État encouragea l'association des architectes avec les entreprises de construction pour l'élaboration de systèmes pour le recours à la filière métallique, toujours dans le but de produire plus rapidement et en plus grand nombre les établissements publics nécessaires aux besoins, en particulier ceux de l'éducation. Des entreprises déjà bien implantées dans le secteur de la préfabrication profitèrent de l'opportunité comme la société de l'ingénieur Raymond Camus (1911-1980) qui avait débuté avec la préfabrication lourde en béton armé puis développa une activité dans la préfabrication métallique.
- 39 Des sociétés de création plus récente profitèrent de ces consultations publiques pour prendre leur essor comme GEEP-Industries, créée en 1959 par l'ingénieur Paul Chaslin (1923-2012). Le procédé qu'il mit au point pour les collèges d'enseignement secondaire (CES) et les lycées lui permit de réaliser en 1968, en seulement trois mois, l'université de Vincennes²⁶ (Val-de-Marne). La souplesse et la facilité de mise en œuvre de son système militèrent en faveur de son utilisation massive pour les constructions scolaires à travers toute la France. Il fut choisi par de nombreux architectes pour leurs propres

projets de constructions scolaires. Guillaume Gillet l'adopta pour les six collèges d'enseignement secondaire dont il reçut la commande en 1964 et 1965. En revanche, pour la cité scolaire de La Triloterie à Royan (1969-1972), il employa le système mis au point et commercialisé par la Société anonyme de constructions modulaires de Boulogne-sur-Seine [fig. 13].

Figure 13

Cité scolaire de La Triloterie, Royan (Charente-Maritime), 1966-1975, architecte Guillaume Gillet, coupe AB et façades est et ouest du lycée, (éch. 1:100), 1970, conservé au Centre d'archives d'architecture, fonds G. Gillet (152 IFA 2303/1).

Reproduction Siaf / Capa.

- 40 L'utilisation de procédés préfabriqués ne condamnait pas pour autant les maîtres d'œuvre à ne pas faire preuve d'inventivité, de différenciation et d'adaptation au contexte. L'agence Aquitaine architectes associés utilisa le système de GEEP-Industries au lycée de technique de Borda à Dax (Landes), auquel fut ajoutée une puissante grille de béton armé formant brise-soleil au-devant des façades principales. Quant aux pignons des bâtiments, ils étaient recouverts d'une maçonnerie de briques. L'entrée du lycée était agrémentée d'un fin auvent métallique²⁷ [fig. 14].

Figure 14

Lycée technique, Dax (Landes) Aquitaine architectes associés, vue extérieure, non datée, conservée au Centre d'archives d'architecture, fonds DAU (133 IFA 7/1).

© Studio Richard / reproduction Siaf / Capa,

Après 1977, décentralisation scolaire et pluralité des expressions architecturales

- 41 La conception architecturale des bâtiments scolaires allait être radicalement modifiée sous le coup de deux évolutions décisives dans des domaines différents mais complémentaires : la décentralisation des compétences scolaires et le profond renouvellement de la maîtrise d'œuvre en matière d'architecture publique.
- 42 Au niveau administratif, les lois de décentralisation de 1983 ont donné aux régions et aux départements les tutelles respectives des lycées et des collèges. Ce transfert de compétence et de gestion a confié en outre aux collectivités territoriales la responsabilité « des opérations de construction, reconstruction, extensions et réparations des collèges et lycées, dont ils assurent l'équipement et le fonctionnement²⁸ » et dont elles sont devenues par dévolution les propriétaires.
- 43 Avec l'éclatement de la direction des Bâtiments de France et de l'administration centrale comme autorité de décision et maître d'ouvrage, la conception des bâtiments scolaires évolua. Les différentes collectivités devinrent leurs propres maîtres d'ouvrage, l'État ne fut plus que prescripteur. Les régions furent désormais libres de faire appel aux maîtres d'œuvre de leur choix pour la conception des futurs lycées. Libres, elles le sont en théorie car l'encadrement réglementaire de la désignation de la maîtrise d'œuvre publique leur impose de recourir à des procédures bien définies.
- 44 La loi sur l'architecture de 1977, ensemble de lois portant sur la qualité et la création architecturales, sur la profession d'architecte, stipulait dans son premier article que l'architecture est l'expression de la culture. À sa suite, en 1985, la loi sur la maîtrise d'ouvrage public (MOP) instaura le recours à la procédure du concours pour choisir les maîtres d'œuvre d'équipements publics, sous la forme de consultations ouvertes ou restreintes. Cela représenta une libéralisation sans précédent de l'architecture publique et une opportunité d'accès à la commande publique pour un grand nombre d'agences et pour une jeune génération d'architectes, pour qui la participation et la réussite à un concours permirent le lancement de leur activité professionnelle et par conséquent, pour certains, de leur notoriété²⁹.
- 45 Ainsi pour le chercheur et l'historien, le corpus d'étude est considérablement élargi. Aux établissements réalisés, il convient d'ajouter tous les projets recalés aux concours pour avoir un panorama le plus complet possible de la conception de l'architecture scolaire. D'où la nécessité accrue de se tourner vers les fonds privés d'architectes afin d'y dénicher les projets des candidats malheureux, les archives publiques n'étant pas tenues de conserver ceux-ci.
- 46 En 1978, la nomination de l'architecte Joseph Belmont au poste de directeur de la Mission interministérielle pour la qualité des constructions publiques³⁰ (MIQCP) auprès du Premier ministre, marqua également un changement radical de position, avec l'abandon de la standardisation au profit de l'individualisation des commandes. Cette orientation conduisit à la généralisation d'une « architecture d'auteur », avec la disparition presque totale des éléments archétypaux associés à un programme donné comme celui des lycées de la République.
- 47 Il est bien entendu impossible de faire ici un survol, même rapide, de la richesse du corpus concernant les lycées et les architectes qui se sont intéressés à leur conception à l'occasion de la participation aux concours prévus à cet effet. Nous nous contenterons

de prendre l'exemple d'un maître d'œuvre dont le parcours et la production en la matière nous paraissent significatifs en regard du contexte et des nouvelles conditions. Christian Hauvette (1944-2011), dont l'activité a démarré aux alentours de 1976, devint à partir du milieu des années 1980 un habitué des concours publics. En un peu plus de vingt ans, il a participé à une quarantaine de concours et consultations pour tous types de programmes, depuis celui pour le ministère des Finances en 1982 à celui pour le palais de justice de Chartres en 2008. Comme la plupart de ses confrères, son taux de réussite à ces épreuves est faible.

- 48 En 1989, il a remporté le concours organisé par la région Auvergne pour la construction du lycée technologique de Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme). Sur la lancée de ce succès, il participa dans les quatre ans qui suivirent à quatre autres consultations pour des lycées, qu'il perdit toutes : Cournon (1991), Monistrol-sur-Loire (1991), Montargis (1991), reconstruction du lycée de Sarcelles³¹ (1992) [fig. 19] et Jouy-le-Moutier (1993).
- 49 Pour autant, les projets qu'il élaborait successivement nous renseignent sur la manière dont un même architecte aborde un programme dans des contextes différents. Pour un architecte tel que Hauvette, qui a poursuivi au fil de certaines de ses premières réalisations (école Louis-Lumière à Noisy-le-Sec ou rectorat de la Martinique à Fort-de-France) une réflexion sur le high-tech en architecture, les concours sont un champ d'expérimentation, comme l'est toujours, d'une manière générale, l'architecture publique.
- 50 Les lycées conçus à partir des années 1990 sont individuellement, et non plus collectivement, les fruits d'expressions architecturales propres à chacun de leurs architectes, de la représentation qu'ils se font d'un programme, des moyens et scénarios qu'ils proposent pour en résoudre les spécificités voire les difficultés. Depuis le début des années 2000, nombreux sont les lycées, notamment ceux de la période des Trente Glorieuses, à faire l'objet de campagnes de réhabilitation ou de rénovation parfois lourdes et au mépris de la qualité des édifices en question, pour des raisons de mise aux normes de sécurité, d'amélioration thermique des bâtiments ou de capacité d'accueil. Ces travaux font l'objet de mise en concurrence des équipes de maîtrise d'œuvre par la voie des consultations publiques.
- 51 De nouveau, pour mieux cerner la production, il convient donc de tenir compte autant des projets lauréats que des projets disqualifiés pour comprendre comment les architectes ont tenté de répondre aux enjeux, mais également leurs postures respectives quant à la prise en compte des bâtiments existants. Nous ne prendrons qu'un exemple, celui de la réhabilitation et de l'extension du lycée de Cordouan à Royan en 1995. L'architecte Veneta Avramova-Charlandjieva (née en 1952) participa au concours en proposant une extension se démarquant formellement de l'établissement édifié en 1961 par Guillaume Gillet. Formant une ample courbe, le nouveau bâtiment serait venu en complément du précédent réparti en deux barres parallèles³². L'espace entre les deux aurait formé un vaste hall semi-circulaire entouré de coursives et couvert par une vaste verrière [fig. 15].

Figure 15

Lycée Cordouan, Royan (Charente-Maritime), 1995, architecte Veneta Avramova-Charlandjjeva, perspective intérieure du préau, non datée, conservée au Centre d'archives d'architecture, fonds V. Avramova-Charlandjjeva, (394 IFA).

Reproduction Siaf / Capa.

- 52 À la structure en béton armé de l'œuvre de Gillet aurait répondu une structure métallique. C'est un choix inverse qu'ont opéré les architectes lauréats du concours, en intervenant fortement sur les bâtiments existants et en privilégiant la monumentalité par un parvis et une sorte de colonnade réinterprétée.
- 53 Depuis que les lycées ont été constitués en type architectural, les architectes en ont toujours maîtrisé la définition et la conception, que ce soit dans un cadre réglementaire et normatif ou dans un contexte moins contraint formellement. Parmi eux, certains ont étroitement collaboré et participé à la définition d'une architecture scolaire sous l'égide de l'administration ou plus librement dans le cadre de consultations. Quelles que soient les circonstances, l'expression architecturale personnelle est toujours permise et possible, aux architectes d'en profiter pour démontrer leurs compétences de concepteurs. Les projets d'établissements d'enseignement sont toujours différents car liés à des contextes programmatiques, topographiques ou locaux. Les conditions générales ou particulières entraînent toujours une part de recherche architecturale dont témoignent le plus souvent les archives personnelles des auteurs, lorsque celles-ci sont par chance conservées.

NOTES

1. LE CŒUR, *Charles Le Cœur (1830-1906), architecte et premier amateur de Renoir*, catalogue d'exposition (Paris, musée d'Orsay, 16 oct. 1996-5 janv. 1997), Paris, RMN, 1996.
2. Les archives de Charles Le Cœur sont conservées au sein des collections de deux institutions patrimoniales : le musée d'Orsay et la Cité de l'architecture et du patrimoine. C'est dans cette dernière que se trouvent les dessins de la conception du lycée de Bayonne.
3. Eugène Train est aussi l'auteur du lycée Voltaire, avenue de la République dans le 11^e arrondissement (1885-1890).
4. Pour une description plus complète de l'établissement de Bayonne, voir DELORME Franck, « Marracq à Bayonne, un modèle de lycée », *Arcades. Créations culturelles & patrimoines en Nouvelle-Aquitaine*, n° spécial, « Les lycées, un patrimoine à découvrir », 2019, p. 32-37.
5. Instruction aux recteurs du 10 mai 1864.
6. Termes de l'article 2 de l'arrêté du 20 juillet 1880 du ministère de l'Instruction publique portant sur la construction et l'appropriation des lycées et collèges.
7. THOMINE Alice, *Émile Vaudremer, 1829-1914. La rigueur de l'architecture publique*, Paris, Picard, coll. « Librairie de l'architecture et de la ville », 2004.
8. Sur l'histoire de cet édifice, voir LAROCHE Claude, « Le rationalisme architectural à l'œuvre : le lycée Edmond-Perrier de Tulle », *Arcades*, n° spécial, « Les lycées, un patrimoine à découvrir », 2019, p. 38-41.
9. Maurice Louis Lotte était aussi architecte en chef des monuments historiques chargé de différents départements de Normandie, du Centre, de Bretagne et de l'hôtel Matignon.
10. Service interministériel des Archives de France / Cité de l'architecture et du patrimoine (Siaf / Capa), Centre d'archives d'architecture, fonds des bétons armés Hennebique, 76 IFA 106/4.
11. Siaf / Capa, Centre d'archives d'architecture, fonds Subes, 6 IFA 511/4.
12. LAMBERT Guy, « L'Architecte et la figure de l'expert, au service de l'État sous la Troisième République. Cultures et stratégies professionnelles. Autour de Paul Guadet (1873-1931) », thèse de doctorat en histoire de l'architecture, sous la direction de François Loyer soutenue à l'université de Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines, 2007.
13. POUPARD Laurent (dir.), *L'École d'horlogerie de Besançon. Lycée Jules-Haag*, Doubs, Lyon, Lieux dits, coll. « Parcours du patrimoine », 2012.
14. POUPARD Laurent (dir.), *L'École d'optique de Morez. Lycée Victor-Bérard*, Jura, Lyon, Lieux dits, coll. « Parcours du patrimoine », 2013.
15. LAMBERT Guy, *Une ambition pour les métiers, Paul Guadet et André Boucton. L'architecture des écoles professionnelles*, catalogue d'exposition. (musée de la Lunette, Morez, 11 septembre-30 avril 2014 ; Paris, École nationale supérieure d'architecture de Paris-Belleville, 25 septembre-17 octobre 2014), Morez / Paris, Ville de Morez / École nationale supérieure d'architecture de Paris-Belleville, 2013.
16. Le couvent fut reconstruit dans les années 1840 pour y installer le collège royal, futur lycée impérial. Des bâtiments du XVII^e siècle ne subsiste que la chapelle classée monument historique le 19 décembre 1946.
17. Le Même et Languin construisirent également le lycée de jeunes filles de Gap (Hautes-Alpes) de 1958 à 1974.
18. Le lycée de Briançon (Hautes-Alpes) est conçu en réutilisant l'ancien hôpital civil de la ville afin d'y loger l'internat et l'ancien collège pour installer l'enseignement technique.
19. Le Même est l'auteur de groupes scolaires, de collèges et de centres d'apprentissages dans les départements de Haute-Savoie, de Savoie et des Hautes-Alpes. Pour une liste complète, voir DELORME Franck, *Architectures d'Henry Jacques Le Même. Répertoire des archives de l'architecte*,

Chambéry / Annecy / Chambéry / Assemblée des pays de Savoie / Archives départementales de Haute-Savoie / Archives départementales de Savoie, 2005.

20. Voir CHARNEAU Bertrand, « Le lycée Grand Air d'Arcachon, le projet d'un architecte grand prix de Rome » [en ligne], <http://inventaire.aquitaine.fr/découvertes-de-laquitaine/gironde/le-lycee-grand-air-darcachon/le-projet-dun-architecte-grand-prix-de-rome/> [lien valide en mars 2021].

21. DELORME Franck, « Guillaume Gillet, architecte : acteur majeur du renouveau du parc pénitentiaire dans les années 1960 », in M'BANZOULOU Paul & DIEU François (dir.), *L'Architecture carcérale. Des mots et des murs*, textes issus du colloque « Des mots et des murs » organisé par l'École nationale d'administration pénitentiaire (Agen, décembre 2010), Toulouse, Privat, 2012.

22. Les archives de Pol Abraham sont conservées dans les collections du musée national d'Art moderne / Centre Georges-Pompidou.

23. DELORME Franck, « Royan, de la Triloterie à Cordouan, un demi-siècle de bâtiments scolaires », *Arcades*, n° spécial, « Les lycées, un patrimoine à découvrir », 2019, p. 64-65.

24. Architecte en chef des Bâtiments civils et Palais nationaux, Joseph Belmont s'est beaucoup intéressé à la standardisation et à l'industrialisation de la construction pour répondre aux problèmes immobiliers de tous types, y compris en élaborant avec Jean Prouvé un prototype d'église pour le diocèse de Cambrai en 1960.

25. Ce modèle est constitué par une plateforme en béton sur laquelle est élevée une structure légère en acier et à laquelle sont accrochés des composants industrialisés en aluminium formant les façades (Siaf / Capa, fonds Belmont, 73 IFA 115/1-3).

26. CHASLIN Paul, *Souvenirs d'un entrepreneur tout-terrain*, Paris, Éditions du Linteau, 2013.

27. Siaf / Capa, Centre d'archives d'architecture, fonds direction de l'Architecture et de l'Urbanisme, dossier Aquitaine architectes associés, 133 IFA 7/1.

28. REY Olivier, « Décentralisation et politiques éducatives », *Dossier d'actualité veille et analyses [de l'Institut français de l'éducation]*, n° 83, « Décentralisation et politiques éducatives » 2013 [en ligne], <https://edupass.hypotheses.org/files/2014/03/83-avril-2013.pdf> [lien valide en mars 2021].

29. COMITÉ D'HISTOIRE DU MINISTÈRE DE LA CULTURE, « 1977-2017, les quarante ans de la loi sur l'architecture (actes de la journée d'étude du 11 janvier 2007) », *Politiques de la culture. Carnet de recherches du Comité d'histoire du ministère de la Culture sur les politiques, les institutions et les pratiques culturelles* [en ligne], <https://chmcc.hypotheses.org/2808> [lien valide en mars 2021].

30. DESMOULINS Christine, *Joseph Belmont. Parcours atypique d'un architecte*, Paris, PC, 2006.

31. À Sarcelles, il s'agissait d'un projet de reconstruction du lycée Fernand-Léger (Siaf / Capa, Centre d'archives d'architecture, fonds Hauvette, 450 IFA 72-73).

32. Siaf / Capa, Centre d'archives d'architecture, fonds Veneta Avramova-Charlandjieva (394 IFA 107).

RÉSUMÉS

De nombreux architectes, certains jouissant d'une certaine renommée, sont intervenus depuis la fin du XIX^e siècle dans la conception des lycées jusqu'au milieu du XX^e siècle. Spécialistes dans l'étude et la réalisation de ce type de programme architectural, quelques architectes devinrent des « théoriciens » de l'architecture scolaire. Plus tard, certains seront architectes conseils du

ministère de l'Éducation nationale et mèneront avec les services une réflexion en vue de définir des normes de conception et de mise en œuvre des constructions scolaires.

C'est donc une sorte d'hégémonie d'un petit nombre de professionnels sélectionnés ou cooptés que l'avènement de la procédure des concours publics d'architecture au début des années 1980 est venu battre en brèche. La décentralisation, un peu plus tard, a contribué à achever la destruction de ce qui apparaissait jusqu'alors comme un pré carré, en ouvrant la porte de la commande publique à un plus grand nombre d'architectes.

Quelle que soit la période concernée, si l'on veut entrer dans les coulisses de l'élaboration des lycées comme objets architecturaux, il est important de ne pas négliger les archives des architectes. On peut alors apprécier l'importance et la richesse du corpus dans lequel s'insère le ou les édifices étudiés, que ce soit la production entière du ou des architectes, ou le corpus spécifique des lycées projetés ou conçus par eux. Cette quête du corpus peut ainsi faire resurgir des projets restés dans les cartons, notamment à cause de l'échec à un concours d'architecture.

Les archives des architectes renseignent alors surtout sur la phase précédant la réalisation, sur l'attitude de tel professionnel face à un programme familier ou au contraire nouveau, dans le cas où il participe pour la première fois à un concours, en somme sur le cheminement emprunté pour aboutir au projet final en suivant toutes les étapes de la conception.

Many architects, some of which well known, have taken part from the end of the 19th century in the design of "lycées" (France's high schools) until the middle of the 20th century. As specialists in the study and implementation of this kind of architectural programme, several architects became "theorists" of school architecture. Later on, some of them became architectural consultants for the ministère de l'Éducation nationale (France's Ministry of National Education) and held discussions with the Ministry teams with a view to defining design and construction standards of school buildings.

It is therefore a kind of hegemony of a small number of professionals selected or co-opted that the advent of the public architectural competitions procedure challenged in the early 1980's. The decentralisation, at a later stage, played a part in completing the destruction of what was then a private preserve, by opening the door of public commissions to a larger number of architects.

Regardless of the period concerned, to go behind the scene of the creation of lycées as architectural objects, it is important not to overlook architectural archives. One can then savour the significance and importance of a large corpus in which the studied building(s) is (are) included, whether it be the complete production of one or several architects, or the specific corpus of lycées' buildings planned or designed by them. This quest for corpus can thus bring out projects that have never seen the light, in particular due to failure in an architectural competition. In this instance, the architectural archives provide mainly information on the phase preceding the construction work, on the approach of such professional towards a familiar programme or, on the contrary, a new one, in the case where he was taking part for the first time in a competition, in other words, on the pathways taken that would lead to the final project by following all the steps of the design process.

INDEX

Mots-clés : archives d'architectes, architecture publique, bâtiments scolaires, cité scolaire, commande publique, concours d'architecture, conseil des Bâtiments civils, décentralisation scolaire, loi sur l'architecture, loi MOP, lycées de la République, Trente Glorieuses

Keywords : architectural archives, public architecture, school buildings, school complex, public commission, architectural competition, civilian buildings consultant, school decentralisation, law on architecture, law on public project contracting and its relationship to public project management ("Loi MOP"), lycées de la République, The thirty years of post-war economic growth

AUTEUR

FRANCK DELORME

Historien de l'architecture, docteur en histoire de l'art, attaché de conservation au Centre d'archives d'architecture de la Cité de l'architecture et du patrimoine
franck.delorme@citedelarchitecture.fr